

---

# Le rôle économique et social des pouvoirs publics

## Les travaux de Keynes et Friedman.

---

### → La problématique

---

En 1936, Keynes expose dans son ouvrage majeur *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* une conception de l'économie très largement différente de celle qui prévaut à l'époque : l'analyse néoclassique. Celle-ci, qui nie toute possibilité de crise du fait de l'autorégulation de l'économie, est contredite par la grande dépression de 1929. Les explications de circonstances des économistes libéraux, résisteront mal aux apports de Keynes qui, en remettant en cause les postulats principaux de l'analyse néoclassique, démontrera la nécessité de l'intervention de l'État dans l'économie.

Le débat qui s'établit entre les idées de Keynes et de Friedman se centre autour des préoccupations suivantes :

- Quel doit-être le rôle de l'Etat en matière de politique économique ?
- Doit-il, ainsi que le préconise Keynes, intervenir pour éviter la dépression et le chômage ou, au contraire, comme l'affirme Friedman, s'abstenir et laisser jouer le marché ?

### → Les auteurs : John Maynard Keynes et Milton Friedman

---

**A) J. M. KEYNES – 1883-1946 (voir sa biographie dans un précédent dossier).**

---

**B) MILTON FRIEDMAN (né en 1912).**

---

Né en 1912 à New York, dans le quartier populaire de Brooklyn, Milton Friedman est souvent considéré comme l'anti-Keynes. L'ironie du sort fait que ce descendant direct de la pensée libérale néoclassique obtiendra son doctorat en 1946, l'année de la mort du « Maître de Cambridge ».

En 1947, Friedman rejoint la Société du Mont Pèlerin fondée par une autre grande figure du néolibéralisme : Friedrich Von Hayek. Ce « club » a pour vocation de dénoncer les effets pervers des politiques interventionnistes tout en prônant un ultralibéralisme.

Friedman va devenir la principale figure du courant monétariste et le chef de file de l'université de Chicago dont il fera un « bastion anti-keynésien ».

Une première opposition à la pensée keynésienne portera sur l'interprétation de la crise de 1929. Là où Keynes voyait l'insuffisance de la demande effective et un capitalisme incapable de s'autoréguler, Friedman ne voyait qu'un concours de circonstances et une erreur de politique monétaire, considérant que l'économie américaine des années 20 était fondamentalement saine, c'est-à-dire pas encore « contaminée » par l'État-providence.

De la fin de la Seconde Guerre mondiale au début des années 70, les « Trente Glorieuses » sont dominées par le Keynésianisme triomphant. Certes, il y a une inflation rampante, mais on considère que c'est le prix à payer de la croissance et du plein emploi. Friedman assumera sa relative traversée du désert sans relâcher ses critiques à l'égard du Keynésianisme.

Dans sa *Théorie de la fonction de consommation*, 1957, il critiquera (avec le concept de revenu

permanent) la thèse keynésienne selon laquelle la consommation à court terme est déterminée par les variations du revenu. (voir un peu plus loin).

Dans son principal ouvrage de 1968 : *Inflation et systèmes monétaires*, Friedman développe une idée qui lui tient à cœur « **l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire** », c'est donc une croissance excessive de la masse monétaire qui engendre l'inflation.

Il défend par ailleurs les changes flottants qui doivent selon lui aboutir à équilibrer les balances des paiements.

La décennie 70 marque le début de la crise « actuelle » et sera caractérisée par la stagflation : coexistence d'une croissance ralentie, d'une forte inflation et d'un chômage en augmentation. La régulation keynésienne semble impuissante face à ce problème nouveau. La crise va donc propulser Friedman au premier rang, lui qui dénonce depuis toujours les « erreurs keynésiennes » et dont la pensée semble offrir une alternative.

En 1976, il reçoit le Prix Nobel et triomphe politiquement avec le « tournant monétariste » de la fin des années 70, début des années 80. Ainsi, les autorités monétaires des pays capitalistes et même de certains pays en développement (EX : le Chili) appliquent les principes monétaristes : à savoir le contrôle de la progression de la masse monétaire.

Le débat avec les post-keynésiens (Galbraith, Barrère...) n'est pas pour autant clos car le monétarisme n'est pas exempt de critiques et, à l'évidence, il n'a pas permis de sortir les pays capitalistes de la crise.

#### **LIVRE DE REFERENCE :**

*Inflation et systèmes monétaires*, 1968.

### **→ L'analyse keynésienne ou la justification de l'intervention des pouvoirs publics**

---

#### **A) L'économie livrée à elle-même n'est pas autorégulée**

---

*Selon J.B. Say, un des pères de l'école classique, les crises économiques sont impossibles dans un contexte de libre fonctionnement des marchés. Sa « loi des débouchés » présentée en 1803 dans son Traité d'économie politique, prétend le démontrer. En la réfutant, dans son ouvrage La Théorie générale, Keynes trouve un point d'appui décisif à sa réflexion.*

##### **1) La réfutation de la loi de Say**

###### **- Rappel de la loi des débouchés**

Toute crise de surproduction s'avère impossible dans la mesure où le montant des ventes des entreprises (somme des valeurs ajoutées) en étant intégralement reversé et reparti entre les salariés et les capitalistes sous forme de revenus, assure un débouché à la production.

L'épargne, loin d'être une fuite, sert intégralement au financement de l'investissement via le marché des fonds prêtables (= marché des capitaux). Intégralement car, pour J. B. Say, la monnaie n'est utilisée et désirée que pour le produit qu'elle permet d'acheter. Elle n'est qu'un intermédiaire dans les échanges. Elle est demandée pour un **motif de transaction** uniquement. Comme elle n'est pas demandée pour elle-même, elle n'est donc pas thésaurisée (**NB** : la thésaurisation est le fait de mettre de l'argent de côté sans le dépenser ni même le faire fructifier).

**Les revenus sont donc bien dans leur totalité réinjectés dans l'économie.**

Dans un monde aussi bien réglé, toute possibilité de crise est écartée. Loin d'en être convaincu, Keynes va réfuter cette loi contribuant ainsi à déstabiliser tout l'édifice néoclassique.

## - La réfutation de Keynes

La critique de la loi de Say s'articule autour de la notion de fuite monétaire.

Selon Keynes en effet, la monnaie n'est pas seulement demandée pour des motifs de transaction mais également pour des **motifs de précaution** (du fait de l'incertitude pesant sur l'avenir) et de **spéculation** (la liquidité peut ainsi être « mise de côté » et être affectée à l'achat d'obligations lorsque des opportunités se présenteront).

Ces deux dernières raisons (**précaution et spéculation**) de détenir des encaisses monétaires (= sommes d'argent détenus par un individu) constituent une déperdition pour l'économie puisqu'il s'agit d'encaisses oisives (=qui n'ont aucun effet d'entraînement sur l'économie).

Cette déperdition, en effet, met à mal la croyance selon laquelle l'offre créerait sa propre demande.

L'existence d'une thésaurisation rend dès lors possible, voir probable, des déséquilibres entre l'offre et la demande et avec eux des crises de sous-consommation.

De fait, la crise de 1929 constitue bien pour Keynes le résultat d'une insuffisance de débouchés, et la preuve de l'incapacité de l'économie à s'autoréguler.

## **2) La réfutation de la capacité des marchés à s'autoréguler**

### - La contestation de la conception libérale du marché du travail

Selon les néoclassiques, le marché du travail (comme tous les marchés) s'équilibre grâce à la flexibilité des prix, ici le salaire. Un excès d'offre de travail (ou demande d'emplois) entraîne une baisse du salaire qui permet à la demande de travail d'augmenter, en même temps qu'elle dissuade certains offreurs de venir proposer leur capacité à travailler. Le marché tend alors vers un équilibre stable correspondant à une absence de chômage involontaire.

Keynes quant à lui, ne croit ni en la flexibilité des salaires, ni même en l'existence d'un véritable marché du travail.

Selon lui, les salaires, en terme réel, sont en effet considérés comme stables dans la mesure où les salariés (et leurs syndicats) ne sauraient accepter une diminution de leur pouvoir d'achat.

De plus, et il s'agit du point fort de l'argumentation, le niveau de l'emploi nécessaire aux entreprises varie en fonction de déterminants indépendants de ceux influençant le nombre total d'actifs (occupés et inoccupés). L'équilibre entre l'offre et la demande de travail (= équilibre de plein emploi), appartient dès lors plus à l'ordre du hasard et de la coïncidence qu'à celui d'un mécanisme autorégulateur « bien huilé ».

Les déterminants du volume de la population active sont connus : facteur démographique (volume des générations arrivant à l'âge de travailler, des générations parvenant à l'âge de la retraite et bien sûr, poids de celles situées entre les deux), facteur sociologique (évolution du taux d'activité des femmes et de celui des hommes), solde migratoire.

Or **le niveau de l'emploi résulte, lui, de la demande effective**. Celle-ci se définit comme la demande anticipée en biens de consommation et en biens d'équipement par les producteurs (= investissement des entreprises).

On le voit, rien n'indique a priori que le nombre d'emplois s'ajustera sur le nombre total d'actifs. Le plein emploi est une situation possible parmi beaucoup d'autres mais elle n'est pas automatique.

En allant plus loin dans sa démonstration, cette « impression » se confirme. De quoi dépendent en effet, la demande de biens de consommation et l'investissement ?

### - Les déterminants de la demande effective

**La demande en biens de consommation** dépend du niveau de revenu et de la propension des agents à consommer. Plus le revenu augmente, plus la consommation se redresse. Mais, précise Keynes, moins que proportionnellement. La **propension marginale à consommer ( $\Delta C / \Delta R$ ) étant inférieure à 1**.

**La demande en biens de production**, elle, résulte de la comparaison de deux variables : le taux d'intérêt et l'efficacité marginale du capital. Cette dernière variable intègre comme nous allons le voir une dimension psychologique. La décision d'investir, véritable pari sur le futur, représente un risque réel. L'entrepreneur va alors tenter d'anticiper les recettes futures liées à l'investissement, sur une période suffisamment longue en les comparant au coût de financement de cet investissement mesuré par le taux d'intérêt.

L'entrepreneur engagera les investissements dont l'efficacité marginale du capital est supérieure au taux d'intérêt, et renoncera aux autres. La dimension psychologique intervient dans l'estimation des recettes à venir, en la tirant plutôt vers le haut ou plutôt vers le bas selon que l'entrepreneur est plutôt optimiste ou plutôt pessimiste.

**Au total, le niveau d'emploi offert par les entreprises, en dépendant directement du taux d'intérêt, de la psychologie des entrepreneurs, du revenu des ménages et de la propension à consommer, n'a aucune raison de s'ajuster, sur le volume de la population active.**

La différence entre les emplois offerts et les emplois demandés qui détermine le chômage involontaire est voué à se maintenir, voire à s'aggraver.

### - Le risque de maintien ou d'aggravation des déséquilibres

En effet, en cas de dépression, les ménages, inquiets de l'avenir, ont tendance à épargner davantage en baissant leur propension à consommer. Ils vont réduire leur consommation et augmenter leur demande de monnaie pour un motif de précaution, préférant détenir de l'argent sous forme liquide (= préférence pour la liquidité) pour faire face à l'imprévu. Un tel comportement va avoir pour conséquence une augmentation du loyer de l'argent : à savoir le taux d'intérêt.

Du côté des entreprises, les recettes anticipées sont revues à la baisse et incitent (en faisant chuter l'efficacité marginale du capital) à délaisser des investissements qui en d'autres temps semblaient rentables.

Ce phénomène se trouvera renforcé par une probable hausse du taux d'intérêt évoquée plus haut qui va renchérir le coût de financement de l'investissement.

*Parvenu à ce stade de l'analyse, il ne fait plus aucun doute que les pouvoirs publics doivent intervenir dans l'économie afin de stimuler la demande effective et par là l'emploi. Pour cela, il est nécessaire de pouvoir encourager la consommation des ménages et l'investissement des entreprises.*

*Les deux moyens d'action dont dispose l'État sont alors la politique budgétaire et la politique monétaire expansionniste. Destinées à agir dans un contexte économiquement malade, ces formes d'intervention constituent, en somme, les thérapeutiques keynésiennes.*

## **B) Les différentes modalités d'intervention de l'Etat selon Keynes**

---

*La politique budgétaire représente pour Keynes le moyen d'action privilégié, même si, la politique monétaire, sous certaines conditions, peut être également efficace.*

## 1) Le multiplicateur d'investissement : fondement d'une politique budgétaire active

### - Le principe du multiplicateur keynésien

La situation dans laquelle il est censé s'appliquer est, bien entendu, une situation de sous-emploi, résultat d'une demande effective insuffisante. Grâce au jeu du multiplicateur, les pouvoirs publics vont, à partir d'un supplément de dépenses d'investissement, relancer, stimuler cette demande effective. Rappelons ici le principe.

Le multiplicateur révèle la présence d'un « levier » dans l'économie qui démultiplie l'effet d'une hausse initiale de l'investissement. Description du mécanisme :

Une variation positive d'investissement de 1000 entraîne aussitôt une augmentation du revenu distribué de 1000 (distribué aux entreprises et aux salariés concernés par les circonstances).

Donc dans un premier temps, si la propension marginale à consommer est de 0,8 par exemple, alors la hausse de 1000 du revenu se traduit par une hausse de la consommation de  $0,8 \times 1000 = 800$  ; tandis que l'épargne augmente, elle, de 200 ( $=1000 \times 0,2$ ).

Cet accroissement de la consommation de 800 se traduit alors dans un deuxième temps par un revenu supplémentaire de 800 qui entraîne une consommation supplémentaire de  $0,8 \times 800 = 640$  (l'épargne croît de 160).

**NB :** *Le phénomène se propage tout en s'atténuant, pour finalement s'achever lorsque la somme des épargnes générées égale le montant du supplément d'investissement initial.*

Au terme de la série d'impacts sur la consommation et le revenu, la variation cumulée du revenu global correspond dans cet exemple à 5 000.

En effet, le multiplicateur keynésien est égal à  $k = 1/(1-c)$  où « c » représente la propension marginale à consommer. D'où ici,  $k = 1/1-0,8$  soit  $k = 1/0,2$  et finalement  $k = 5$ .

$R = I \times k$  où R représente la somme globale des revenus générés par l'investissement initial I.

La découverte de cet effet par Keynes, constitue une information capitale pour les pouvoirs publics puisqu'il apporte la preuve qu'une pénurie d'investissement privé déprimant la demande effective, pourra être compensée par les effets secondaires puissants d'un investissement réalisé par l'Etat.

À la limite, l'intérêt pratique de l'investissement supplémentaire n'a que peu d'importance, dans la mesure où le processus s'enclenche simplement sous l'influence de la dépense nouvelle. Keynes lui-même écrit : « À une époque de chômage rigoureux, des travaux publics, même d'une utilité douteuse, peuvent donc rapporter maintes et maintes fois ce qu'ils coûtent ».

Puisque la dépense publique a un effet multiplicateur sur l'activité économique, l'État dispose de plusieurs moyens pour stimuler la demande effective à partir de sa politique budgétaire.

### - Les modalités d'application de la politique budgétaire

. La mise en place d'investissements publics. Elle découle directement de la démonstration du multiplicateur. De fait, Keynes, dans une lettre ouverte à Roosevelt, l'encourage, dès 1933, à lancer une politique de grands travaux afin de sortir son pays de la crise.

. La relance de la consommation grâce à une fiscalité avantageuse. Celle-ci, en relevant le revenu disponible, libère du pouvoir d'achat.

. L'engagement de fonctionnaires supplémentaires. Là encore, en « dopant » le pouvoir d'achat d'une

partie de la population, l'État vise une relance de la demande effective.

### **Mais comment financer ces dépenses ?**

Par l'emprunt ou éventuellement la création monétaire, préconise Keynes. Le financement par l'impôt est en revanche à proscrire dans la mesure où, en ponctionnant d'une main ce qui a été donné de l'autre, on neutraliserait la relance.

Le déficit budgétaire, conséquence de l'augmentation des dépenses pour un niveau inchangé de recettes, se trouve ainsi légitimé et même préconisé. Il est à noter que le financement par l'emprunt, dans l'esprit de Keynes, ne porte en aucun cas préjudice à l'investissement privé contrairement à ce qu'affirment les néoclassiques.

Pour Keynes, l'investissement public engagé « produit », par le biais du multiplicateur, une épargne supplémentaire égale à l'investissement réalisé au départ. Cette élévation du volume d'épargne permet donc de lancer un emprunt étatique sans risque de concurrencer le secteur privé. Néanmoins Keynes reconnaît qu'une possibilité de tension sur le taux d'intérêt existe bien.

La politique monétaire active (qui s'appuie sur la non-neutralité de la monnaie), constitue dès lors une arme à prendre en compte par les dirigeants.

## **2) La non neutralité de la monnaie : fondement d'une politique monétaire active**

### **- Pour Keynes, la monnaie n'est pas neutre...**

L'analyse classique et néoclassique postulent la neutralité de la monnaie. Celle-ci n'affecte nullement la sphère réelle de l'économie (consommation, investissement, emploi, production) et agit, selon l'expression consacrée, comme un voile. On l'a vu avec J.B. Say, la monnaie ne sert qu'au titre de moyen de paiement. Elle intervient uniquement en tant que « lubrifiant » des transactions. Ainsi, le fonctionnement distinct de la sphère monétaire et de la sphère réelle fait perdre toute intérêt à une politique voulant jouer sur la masse monétaire pour favoriser la production et l'emploi. La seule conséquence constatée serait une augmentation générale des prix. On retrouve là les conclusions de la très fameuse théorie quantitative de la monnaie (voir plus loin).

Keynes, dans sa *Théorie générale* parvient à invalider cette analyse en montrant qu'indirectement, par le biais du taux d'intérêt, la monnaie agit sur le comportement des agents économiques. Ainsi, par exemple, quand le taux est élevé, les agents, comme on vient de le voir, sont donc en droit d'espérer des plus-values en revendant au moment favorable leurs titres. Il est temps de spéculer et d'acheter en utilisant... la monnaie de spéculation. Par ailleurs, on l'a vu, le taux d'intérêt constitue un élément déterminant dans la décision d'investir des entrepreneurs.

Or, le taux d'intérêt, en tant que variable monétaire, peut-être influencé notamment à la baisse par les autorités publiques grâce à un accroissement de l'offre de monnaie. En augmentant l'offre de monnaie, et par la baisse du taux d'intérêt qui en résulte, l'État peut modifier le comportement des agents économiques au sein de la sphère réelle de l'économie. La théorie quantitative de la monnaie se retrouve invalidée.

### **- Les effets attendus de la politique monétaire keynésienne...**

**La hausse de l'emploi constitue l'objectif final de la politique monétaire. Le moyen d'action est le suivant : en augmentant l'offre de monnaie (= politique monétaire expansionniste) les autorités monétaires obtiennent une diminution du taux d'intérêt qui agit sur le comportement des ménages et des entreprises :**

a) Des taux d'intérêt plus bas poussent les ménages à utiliser la monnaie pour des motifs de transaction (consommation, investissement) plutôt que pour des motifs de spéculation ce qui a un effet positif sur la demande globale et la demande effective.

b) la baisse des taux d'intérêt rend ainsi rentables des investissements qui, sinon, ne l'auraient pas été. De plus, cette baisse des taux d'intérêt décourage les entreprises disposant d'une trésorerie

excédentaire de placer leurs fonds dans l'achat de titres, les incitant au contraire à investir. On dirait aujourd'hui que cela les incite plutôt à l'investissement productif qu'au placement spéculatif. Une telle situation stimule la demande de biens de production et par là même la demande globale et la demande effective.

Toutefois, le caractère imprévisible des réactions et des décisions des entrepreneurs face au choix périlleux d'investir, amène Keynes à privilégier plutôt le recours à la politique budgétaire plutôt qu'à la politique monétaire.

*Les recommandations interventionnistes de Keynes se concrétisent peu à peu aux États-Unis et en Angleterre dès les années 1930. Mais c'est la période d'après-guerre, avec les fameuses « Trente Glorieuses » qui consacre l'efficacité des politiques conjoncturelles actives (= politique conjoncturelles d'inspiration keynésienne). Cependant, l'opportunité de l'intervention de l'État dans l'économie sera largement remise en question par la crise durable du début des années 1970 et, sur un plan théorique, par l'école de Chicago avec à sa tête M. Friedman. Sa thèse marque le retour des idées libérales et tente de montrer que Keynes et ses thérapeutiques sont, cette fois, bel et bien dépassés.*

## → **Milton Friedman où le credo des mécanismes autorégulateur du marché**

---

*La crise des années 1970, présente des particularités inédites qui vont inciter à repenser le fonctionnement de l'économie. Alors que dans le schéma habituel des crises, ; une baisse ou une stagnation de la production s'accompagne d'une hausse du chômage et d'une chute des prix, la récession, cette fois, cumule l'augmentation du chômage et celle des prix. Ce phénomène baptisé « stagflation » résistant aux mesures politiques d'inspiration Keynésienne, permet aux thèses de Friedman de rencontrer un certain succès. Celui-ci assure et tend à démontrer que les politiques interventionnistes sont inefficaces et déstabilisantes. L'État doit alors se borner à créer les conditions d'efficacité du marché.*

## **A) Les politiques interventionnistes sont inefficaces et déstabilisantes**

---

### **1) La critique de la politique budgétaire keynésienne**

#### **- Le concept de revenu permanent à l'origine de la première critique**

L'effet positif du multiplicateur keynésien repose sur des vagues d'augmentation successives de la consommation provoquées par une hausse de revenu initiale. Au cœur de ce « mécanisme » se situe la propension marginale à consommer, considérée par Keynes comme étant stable. Ainsi les agents réagissent-ils toujours favorablement, en matière de dépense, à une élévation de leur revenu courant.

C'est cette stabilité et cette sensibilité induite que Friedman va remettre en cause. Il observe que les agents ont une sensibilité faible et imprévisible à un accroissement de leur revenu courant. Son hypothèse de **revenu permanent** tente d'expliquer ce résultat.

Le revenu permanent désigne, nous rappellent F. Aftalion et P. Poncet, (*Le monétarisme* coll. Que sais-je ?), « le revenu que l'individu s'attend à recevoir pendant les années à venir, compte tenu de ses revenus passés [...]... »

Les ménages vont alors adapter leur niveau de consommation non pas au revenu courant, comme le pensait Keynes, mais au revenu permanent. Ce qui fait que même si leur revenu courant augmente ou baisse, les agents conservent un volume de dépenses stable dans le temps.

Le multiplicateur keynésien en ressort considérablement fragilisé puisque son moteur s'avère, selon Friedman, non seulement poussif mais aussi chaotique. La politique budgétaire est donc inopérante, et même susceptible de déstabiliser l'économie en créant de l'inflation

#### **- Le risque de dérapage inflationniste**

Connaissant la lenteur des délais de décisions et d'application de toute politique inspirée du sommet (lenteurs des politiciens, des administrations...), Friedman envisage les effets désastreux en termes

de tensions inflationnistes qu'aurait une mesure de relance, décidée durant une période de ralentissement, et dont les effets se produiraient alors même qu'une reprise économique est en train de se produire.

### - Les problèmes liés au financement de la politique budgétaire

Keynes privilégiait le financement par l'emprunt. Cette question trouve un éclairage nouveau avec Friedman.

Concernant l'emprunt, l'école de Chicago prévoit un **effet d'éviction** préjudiciable à l'investissement privé.

Les monétaristes émettent également une critique plus globale sur la place grandissante de l'État dans l'économie. Ils craignent que le secteur privé en soit durablement perturbé, notamment dans ses repères et ses décisions.

Concernant le financement par l'impôt, écarté par Keynes lui-même, il reviendrait à appuyer en même temps sur le frein et l'accélérateur... car la pression fiscale qui s'impose aux agents économiques peut pénaliser le travail et l'investissement les détournant progressivement de l'effort productif.

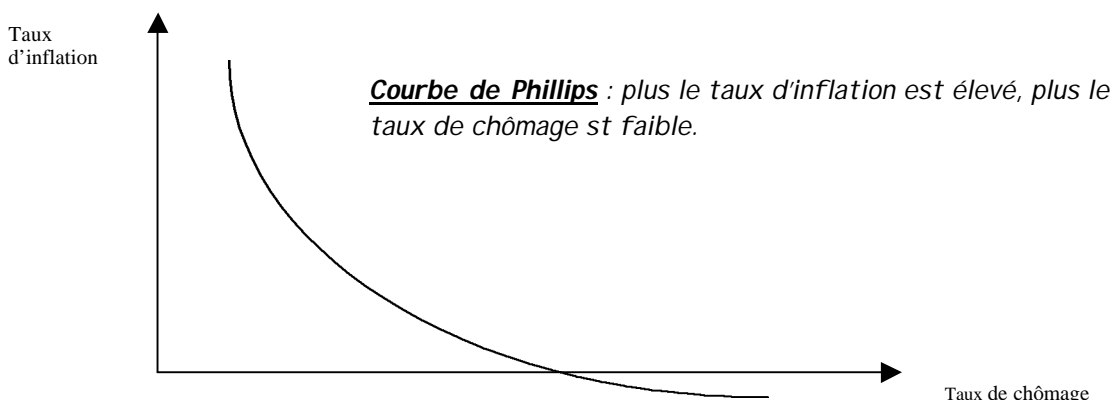
Reste le financement par création monétaire. Il constitue pour Friedman une source majeure de poussée inflationniste et de ce fait doit être, lui aussi, proscrit. Cette dernière conviction, non seulement disqualifie un peu plus la politique budgétaire jugée inefficace et déstabilisante, mais jette également le discrédit sur l'arme monétaire. Pour Friedman en effet, la politique monétaire expansionniste n'améliore la situation de l'emploi que de façon provisoire tout en accélérant durablement le taux d'inflation. Sa démonstration se base sur la courbe de Phillips.

## 2) La critique de la politique monétaire et l'analyse de la courbe de Phillips

### - La courbe de Phillips

A l'origine la courbe de Phillips, publiée en 1958, est une simple relation constatée par son auteur entre le taux de chômage et le taux de croissance des salaires au Royaume-Uni de 1860 à 1951. elle va ensuite servir de base à une réflexion sur l'existence d'un choix entre chômage et inflation et sur l'impact de la politique monétaire.

Cette courbe montre donc qu'un arbitrage est possible entre le taux de chômage et le taux d'inflation. L'enseignement de la courbe est clair : **les autorités peuvent faire baisser le taux de chômage mais au prix d'une progression de l'inflation.**



**NB** : Toutefois des études poussées concernant d'autres périodes et d'autres pays (notamment les États-Unis durant les « Trente Glorieuses »), mettent à mal la relation de Phillips. Plus préoccupant encore, à partir des années 1970, elle ne se vérifie absolument plus. Friedman appuiera alors une part de ses travaux sur ce résultat, et démontrera que l'arbitrage chômage - inflation n'étant qu'une illusion, la politique monétaire keynésienne qui repose indirectement sur cette relation doit être, elle

*aussi, abandonnée.*

### - La critique de la politique monétaire keynésienne

Le verdict de Friedman est sans appel : l'arme monétaire ne produit un effet positif sur l'emploi qu'à court terme. Dès le moyen terme, le niveau de chômage antérieur réapparaît, accompagné cependant d'un taux d'inflation supérieur à celui de l'ancienne situation. Ainsi, la politique monétaire expansionniste s'avère inefficace et même nuisible.

Sa démonstration s'articule autour de la notion **d'anticipations adaptatives**. Adaptatives car les agents anticipent en se basant sur les données du passé, en s'y adaptant. Si le taux d'inflation des années précédentes a été, en moyenne, de 3%, ils prévoient pour l'année à venir une hausse des prix d'environ 3%.

Les autorités publiques vont alors pouvoir « profiter » de ce regard tourné vers le passé et non vers le présent, pour tenter de relancer l'économie à l'aide d'une politique monétaire expansionniste. Celle-ci va jouer sur l'effet de surprise... tant qu'il dure.

Prenons un exemple : le taux d'inflation anticipé pour l'année en cours s'élève à 3% . La politique monétaire en accroissant l'offre de monnaie, autrement dit la quantité de monnaie en circulation, génère en réalité une inflation de 5% . Que va-t-il se passer ?



Dans ce cas, « un peu d'inflation » permet d'obtenir à court terme, une progression de l'emploi, le recul du chômage et l'augmentation de la production. Il y a une légère relance de l'activité économique. Mais à court terme seulement car les agents vont s'apercevoir au bout d'un moment, qu'ils se sont faits berner dans la mesure où ils s'aperçoivent que l'inflation générée par cette politique monétaire expansionniste annule l'augmentation des salaires nominaux et que leur salaire réel reste inchangé. Du côté des entreprises, les entrepreneurs vont réaliser que cette évolution ne leur a rien apporté de favorable si ce n'est une élévation des coûts de production.

**Conséquences**, le salaire nominal va être revu à la baisse par les employeurs afin de compenser les effets de l'inflation sur les coûts. Les salariés attirés par les perspectives d'un meilleur pouvoir d'achat du salaire, déchantent maintenant, et se retirent du marché du travail. Au total, le taux de chômage revient à son niveau initial mais avec un taux d'inflation désormais de 5%.

Le seul moyen pour les autorités de faire reculer le chômage durant la prochaine période est de surprendre encore les agents qui anticiperont selon la logique adaptative une inflation d'environ 4% . Le taux d'inflation réel devra donc lui être sensiblement supérieur (au moins 6% ). Mais comme précédemment, les résultats en matière d'emploi observés à court terme s'évanouissent dès le moyen terme, laissant derrière eux une inflation toujours plus forte.

Friedman compare alors l'effet de l'inflation à celui de la morphine : « une dose de plus en plus forte est nécessaire pour produire un résultat stable ».

Quoiqu'il en soit, la politique keynésienne bute fatalement sur ce que les monétaristes appellent « **le taux de chômage naturel** » . c'est un taux en dessous duquel on ne peut pas descendre car il dépend des structures du marché et de celles de l'économie c'est à dire du fonctionnement même de l'économie, (EX :comportement des employeurs, des travailleurs, etc.). **c'est en fait le niveau de chômage que l'on observe lorsque l'économie fonctionne de manière « naturelle » , c'est à dire déterminé par le seul fonctionnement du marché et sans intervention de l'Etat.**

*Les politiques conjoncturelles sont bien vouées à l'échec. Par conséquent, l'État devra reconsidérer son rôle dans l'économie, se limiter à des mesures s'inscrivant dans le long terme et favoriser le libre fonctionnement du marché.*

## B) L'Etat doit se limiter à garantir le fonctionnement le plus efficace possible du marché

### 1) La théorie quantitative de la monnaie : fondement de la politique monétaire

#### - L'équation de Fisher et la théorie quantitative de la monnaie

Cette équation va servir de fondement à la théorie quantitative de la monnaie.

D'un point de vue mathématique, elle s'exprime ainsi :

$$M.V = P.T \text{ ce qui s'interprète comme } M \times V = P \times T$$

Avec

{	- « M » le stock de monnaie ou masse monétaire ;
	- « V » la vitesse de circulation de la monnaie ;
	- « P » le niveau général des prix ;
	- « Q » le volume de transaction pendant la période.

**Sur un plan économique, elle s'énonce de la manière suivante :** *la vitesse de circulation de la monnaie étant supposée stable à court terme, tout comme le volume des transactions, une augmentation de la masse monétaire excessive par rapport au volume des transactions, se traduit nécessairement par une hausse du niveau général des prix.*

La politique monétaire préconisée par Friedman, découle de cette lecture.

#### - La politique monétaire préconisée par Friedman

Puisque l'utilisation de l'arme monétaire à des fins conjoncturelles déstabilise inutilement l'économie, Friedman préconise que la politique monétaire respecte certains critères :

. **Le but** de la politique monétaire est de maintenir l'inflation à un niveau stable et modéré, sur le long terme.

. **Le moyen** réside dans le contrôle de la masse monétaire. La masse monétaire doit augmenter en rapport avec la croissance prévue de la production. Cela permettra d'éviter les dérapages inflationnistes dont la cause pour Friedman «*est toujours et partout la même : un accroissement anormalement rapide de la quantité de monnaie par rapport au volume de la production*». Néanmoins, il faut également veiller à assurer un niveau de croissance monétaire suffisant afin qu'il n'étouffe pas la production comme cela fut le cas durant la grande crise aux États-Unis.

Friedman précise que le rythme de croissance de la masse monétaire fixé par la Banque centrale devra être le plus stable possible et être porté à la connaissance de tous dans le but de faciliter les anticipations et la prise de décision.

À la lecture de tous ces critères, il apparaît nettement que la politique monétaire préconisée par Friedman prend très exactement le contre-pied de celle décrite par Keynes. Keynes prônait l'intervention, Friedman le retrait progressif.

#### - Le nécessaire retrait des pouvoirs publics

##### **Faciliter le libre fonctionnement des marchés**

À côté d'une politique monétaire rigoureuse, l'État s'emploiera à défaire les rigidités qui encombrent l'économie et empêchent le retour automatique à l'équilibre expliquant ainsi un chômage important.

Il existe ainsi de nombreuses entraves au bon fonctionnement du marché du travail : elles prennent la forme réglementations corporatistes et syndicales comme le salaire minimum, les arrangements institutionnels tels que les régimes d'indemnisation du chômage ou les conventions limitant les licenciements. L'action de l'État devra alors « dénicher » tout ce qui, sur tel ou tel marché spécifique,

nuit à la concurrence et par conséquent, à l'emploi.

Les autorités publiques devront aussi faire preuve de créativité pour améliorer la circulation de l'information, notamment sur le marché de l'emploi afin de diminuer le chômage frictionnel.

Des réformes touchant l'éducation nationale permettront de mieux préparer les futures générations aux exigences du monde du travail. Friedman espère, par là, favoriser la baisse du chômage structurel (inadaptation qualitative de l'offre de travail à la demande de travail).

### **- Une formule hybride mêlant libéralisme et étatismes est « sans issue » pour Friedman**

Dans un article paru dans le quotidien *Le Monde* du 20 juillet 1999, Milton Friedman met en garde contre toute tentative de concilier, comme solution alternative, libéralisme et étatismes. Il prend pour exemple le cas des compagnies aériennes américaines « privatisées » et évoluant dans des aéroports appartenant à l'État. Ce cas de figure illustre, selon lui, de manière significative la perte d'efficacité inhérente à ce genre de formule. Le boom de l'activité, sur les lignes nouvellement déréglementées, s'est ainsi retrouvé considérablement entravé par l'inertie et la lenteur de réaction des aéroports. « La meilleure solution, conseille-t-il, consisterait à privatiser les aéroports, comme l'a fait la Grande-Bretagne et comme l'Italie et la Pologne songent à le faire »...

Et l'auteur conclue par une recommandation : « s'il faut privatiser ou élaguer une activité publique, faites-le complètement. Ne chercher pas un compromis grâce à une privatisation partielle ou à une réduction partielle du contrôle étatique ».

***Le message, pour le moins clair, réaffirme la croyance dans la toute puissance du marché. L'économie tend vers la stabilité et la prospérité pourvu qu'on lui permette de se « déployer » librement. On est bien loin de Cambridge...***

---

*Pour Keynes, il n'existe aucun pouvoir de rééquilibrage et de stabilisation susceptible de conduire au plein emploi. L'économie livrée à elle-même ne se suffit pas, le laisser-faire peut coûter très cher à des millions d'individus. L'Etat se doit par conséquent d'intervenir.*

*Pour Friedman, au contraire, l'économie dispose, tant qu'elle fonctionne sans entraves, de forces bénéfiques (on peut penser à la main invisible de Smith) menant au plein emploi et à l'utilisation optimale des ressources. L'économie se suffit à elle-même. L'Etat se doit de ne pas intervenir, excepté pour libérer les marchés de leurs entraves.*

*Après avoir dominé les « Trente Glorieuses », le keynésianisme semble avoir atteint ses limites face à la crise. Dans un contexte d'internationalisation croissante des économies, les politiques de relance nationales butent sur la contrainte extérieure.*

*La stagflation des années soixante-dix a mis au devant de la scène les thèses de Friedman.*

*Alors que dans les années soixante, les dirigeants des pays capitalistes étaient « tous keynésiens », à partir des années quatre-vingt, peu ou prou, ils sont tous « monétaristes » en ce sens que l'impératif de désinflation est bel et bien devenu le principal credo de la politique économique.*

*Aujourd'hui, la réduction du déficit de l'État est devenu un objectif prioritaire alors et le désengagement de l'État est largement préconisé. Le débat demeure cependant entre interventionnistes et libéraux : les premiers soulignent les effets récessifs des politiques monétaristes et considèrent que les taux d'inflation désormais très faibles redonnent une marge de manœuvre pour mener une politique active de lutte contre le chômage ; les seconds considèrent qu'il faut maintenir le cap et continuer à réduire les dépenses publiques et les prélèvements obligatoires.*

## **NOTE AU LECTEUR**

Ce dossier constitue un effort de synthèse essentiellement réalisé à partir de deux ouvrages que sont:

- *L'enseignement de spécialité en SES*, Marie-Lise Fosse, Gérard Clérissi, CRDP des Pays de Loire, 1999.
- *Sciences Economiques et Sociales – Enseignement de Spécialité – Baccalauréat*, sous la Direction d'Alain Bruno, Editions Ellipses, 2001.

Se voulant le plus synthétique possible et visant à donner aux élèves une vision globale d'une approche théorique, ce travail peut paraître parfois partial et partiel mais je l'assume et t'invite, toi lecteur et toi collègue à me faire part de tes critiques car tout est éminemment perfectible.

Pour me faire part de vos éventuelles remarques vous pouvez m'écrire à :

[Pascal.Bailly@ac-grenoble.fr](mailto:Pascal.Bailly@ac-grenoble.fr)

Pascal Bailly – Professeur de Sciences Economiques et Sociales – Lycée A. Croizat – MOUTIERS (73)